

# LE PRESIDENT DE LA MEL DAMIEN CASTELAIN VEUT RÉDUIRE LA CGT AU SILENCE !



Ce jeudi 4 décembre, la CGT MEL, apprenait que la boîte mail du syndicat allait être désactivée ! C'est la troisième fois que la MEL hacke elle-même la première organisation syndicale.

## Pourquoi un tel acharnement ?

**1er prétexte :** Dans le cadre de l'instance « Formation spécialisée santé sécurité au travail » (ex CHSCT) un projet colossal de déménagement concernant deux Pôles, quatre Directions, 193 agents, et visant à instaurer du *flex office* et à densifier les espaces de travail devait être présenté pour simple information aux élu-e-s des organisations syndicales. Outre le mépris du Président CASTELAIN envers ses agent-es et envers les organisations syndicales que cela démontre, c'est tout simplement illégal au regard du décret qui régit les instances de la Fonction publique territoriale pour une réorganisation d'une telle ampleur. Il doit y avoir au préalable, débat, expertise, étude d'impact, et vote !

A la MEL, le protocole des droits syndicaux ne permet pas aux syndicats d'utiliser des listes d'agents professionnelles, c'est à dire celles disponibles sur intranet, préétablies par pôle, directions ou services. Alors, la CGT a identifié elle-même 150 collègues environ à contacter par mail pour recueillir leurs avis sur ce grand chambardement. Alors, en Instance, et forts des avis recueillis auprès des agent-e-s, nous obtenions le report sine die du dossier, la confirmation d'une inscription « pour avis » et l'arrêt immédiat du grand chambardement.

Nous avons même intercepté un mail émanant d'un encadrant enjoignant des collègues à répondre au mail de la CGT pour dire « tout le bien de ce déménagement », tant dans ses objectifs que dans la méthode. Tentative avortée de court-circuiter le travail de terrain de la CGT !

Ce n'est pas notre victoire dans ce dossier qu'on nous reproche mais la diffusion du mail aux collègues qui serait contraire aux droit syndical et fonderait la sanction. Nous avons simplement bien fait notre travail d'élu-e-s. Est-ce déjà trop pour l'exécutif de la MEL ?

Rappelons qu'il nous est déjà interdit de passer voir les collègues dans les *open space* et que le dépôt de tract sur les tables des réfectoires nous a également déjà valu sanction.

C'est bien le contact avec les agent-e-s que CASTELAIN tente d'empêcher par tous les moyens. C'est une entrave au droit syndical !

**2e prétexte,** pire encore ! il nous est reproché d'avoir, - comme chaque année d'ailleurs-, **envoyé un courrier postal de félicitations aux collègues médaillé-e-s ou retraité-e-s** pour la cérémonie du samedi 6 décembre 2025. La liste des médaillé-e-s et retraité-e-s avait pourtant été envoyée aux organisations syndicales par les RH de la MEL elles-mêmes ! Et cette pratique n'a jamais posé de problème jusqu'ici.

Bref, ce n'est pas un courrier de félicitations qui pose problème pour ces apprentis juristes de pacotille. C'est le travail sérieux mené par la CGT MEL et l'écho qu'elle a auprès des collègues, et les avancées nombreuses que nous obtenons.

Cet excès de zèle est certainement aussi l'illustration de la Politique made in Mel. Celle de Damien CASTELAIN. Un Damien CASTELAIN que la CGT n'a rencontré que trois fois durant ses deux mandats : à l'occasion de chacun de ses procès ! A l'approche du délibéré de la cour d'appel de Douai, le 16 décembre prochain, difficile de ne pas y voir un lien pour museler la première organisation à la MEL.

Alors que notre camarade Jean Paul DELESCAUT pour l'UD CGT du Nord passait en appel mardi 2 décembre pour répondre d'apologie du terrorisme à la suite de la diffusion d'un tract appelant à la paix en Palestine. Alors que le même jour notre Secrétaire Confédérale Sophie BINET était mise en examen pour avoir comparé le patronat à des rats qui quittent le navire, le Président CASTELAIN par la voix de son Vice-président MATHON, se donne les batailles qui sont à sa portée.

**Nous exigeons le retrait immédiat de cette sanction indigne.** Nous ne nous excuserons jamais d'aller au contact des agent-e-s pour faire valoir ensuite leurs revendications.

La CGT MEL organise la riposte. Au-delà de cette attaque en direction de notre organisation syndicale, ce sont les libertés syndicales dans leur ensemble qui sont attaquées.

Mais ce ne sont pas ces tentatives d'intimidation qui feront taire la CGT. Ce tract en est la preuve. Nous invitons tou-te-s les collègues, tou-te-s les organisations syndicales, et les élu-e-s de la MEL qui portent une autre vision de la démocratie et du rôle des syndicats à nous soutenir, à se tenir informé-e-s sur nos réseaux sociaux des actions que nous pourrions mettre en place dans les jours à venir.

Nous invitons également les métropolitain-e-s à bien peser le poids de leur bulletin de vote à l'occasion des prochaines municipales pour sanctionner les CASTELAIN et consorts, c'est-à-dire les ennemis de la démocratie sociale, ceux qui veulent entraver le droit syndical ou ceux qui entendent le supprimer.

Lille, le 4 décembre 2025

# MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Christian MATHON  
/ 19ème Vice-Président  
Gestion des Ressources Humaines et  
Administration

Réf. [REDACTED]

Dossier suivi par :  
[REDACTED]

Tél. : [REDACTED]  
Mail : [REDACTED]

Objet : Cr CGT

Monsieur le Secrétaire général,  
Syndicat CGT-MEL

Monsieur le Secrétaire général,

Par un courrier en date du 20 avril 2025, j'attirais une nouvelle fois votre attention sur le nécessaire respect des dispositions de notre protocole d'accord sur l'exercice des droits syndicaux.

Malgré ce récent rappel à la règle, vous avez choisi d'adresser le 27 octobre 2025 un courriel syndical à l'ensemble des agents identifiés par vos soins comme concernés par un déménagement au sein du bâtiment Biotope.

Cette pratique contrevient aux dispositions relatives à la distribution de documents d'origine syndicale, rappelées notamment dans la circulaire du 20 janvier 2016 relative à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale, qui précise que les agents doivent avoir la liberté d'accepter ou de refuser un document à caractère syndical. L'utilisation de la mention « personnel et confidentiel » dans l'objet de votre courriel ne laisse d'ailleurs guère de doute sur votre volonté explicite de contourner les règles applicables aux communications syndicales au sein de notre établissement.

Par ailleurs, il m'a été porté à connaissance l'utilisation par la CGT du courrier interne pour adresser de la propagande syndicale non-sollicitée auprès de près de 150 agents invités à la cérémonie des médaillés 2026, là encore en contradiction avec les dispositions de notre protocole d'accord qui proscribit explicitement tout envoi en nombre.



Toute correspondance doit être  
adressée de façon impersonnelle à  
Monsieur le Président  
2, boulevard des Cités Unies  
CS 70043 - 59040 Lille Cedex  
T. +33 (0)3 20 21 22 23  
m@metropole.fr

Les courriers échangés avec la Métropole Européenne de Lille sont enregistrés sur support informatique. Le droit d'accès et de rectification s'exerce auprès du Service Courrier et de la Coordination Administrative.



Par conséquent, je vous informe de ma décision, prise à titre conservatoire, de suspendre l'accès à votre boîte mail syndicale pour une semaine. Il en sera ainsi jusqu'à réception d'un courrier écrit de votre part matérialisant votre engagement à respecter les dispositions du protocole d'accord, et à vous limiter aux moyens d'actions qui vous sont mis à disposition, parmi lesquels l'utilisation de votre newsletter syndicale, l'organisation d'heures d'information syndicale, ou l'affichage sur les panneaux dédiés.

Je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire général, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Christian MATHON

Le Président de la Métropole Européenne de Lille  
Pour le Président  
Le Vice-président délégué  
Le 03/12/2025  
Christian MATHON

